

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DU 13 AOÛT 2025 IMPOSANT DES PRESCRIPTIONS  
COMPLÉMENTAIRES À LA SOCIÉTÉ BOUTET NICOLAS POUR SA CONSERVERIE  
SITUÉE ROCADÉ NORD À ROSPORDEN**

**LE PRÉFET DU FINISTÈRE**  
Officier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le Code de l'environnement ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°208-02 A du 7 octobre 2002 autorisant la société BOUTET NICOLAS à exploiter Rocadé Nord à Rosporden, un établissement spécialisé dans la fabrication de conserves de légumes ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°52-10 AI du 28 juillet 2010 actualisant la situation administrative et réglementaire de l'établissement spécialisé dans l'étiquetage et l'entreposage de conserves de légumes exploité par la société BOUTET NICOLAS, situé Rocadé Nord à Rosporden ;

**VU** le dossier – référencé GES n°82191, mai 2007 – élaboré par la société BOUTET NICOLAS en vue de la mise à jour de la situation administrative et réglementaire de son établissement ;

**VU** la note du 19 avril 2017 relative aux sites et sols pollués – mise à jour des textes méthodologiques de gestion des sites et sols pollués de 2007 ;

**VU** le rapport et les propositions en date du 16 juin 2025 de l'inspection de l'environnement en charge des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

**VU** le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance de l'exploitant le 16 juin 2025 ;

**VU** les éléments d'appréciation transmis par la société BOUTET NICOLAS par courriel du 7 juillet 2025, en réponse au rapport du 16 juin 2025 susvisé ;

**VU** la pièce n°10 annexée au courriel du 7 juillet 2025 susvisé présentant la localisation des points de prélèvements de sols ;

**VU** le projet d'arrêté préfectoral modifié porté à la connaissance de la société BOUTET NICOLAS par courriel du 17 juillet 2025 ;

**VU** l'absence d'observation de la société BOUTET NICOLAS signifiée par courriel du 22 juillet 2025 ;

**VU** le rapport complémentaire de l'inspection de l'environnement en charge des installations classées en date du 1er août 2025 ;

**CONSIDÉRANT** la liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées listées à l'article 1.2 de l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2010 susvisé ;

**CONSIDÉRANT** lors du contrôle du 22 mai 2025, l'exploitant précise que l'établissement est utilisé en tant que plateforme logistique du groupe EUREDEN, dédiée à l'entreposage de « boîtes blanches », c'est-à-dire des boîtes de conserves métalliques de légumes non étiquetées ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant déclare que le stockage de matières combustibles est la seule activité actuellement exercée au sein de l'établissement ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant déclare que les activités classées au titre des rubriques 1414, 1434, 2661, 2662 et 1530 de la nomenclature précitée ont été mises à l'arrêt depuis plusieurs années ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant met à disposition le plan des réseaux en date du 20 avril 2009 (version D) ;

**CONSIDÉRANT** que ce plan fait notamment apparaître la présence d'une cuve à fuel, localisée à l'Ouest de l'établissement, entre le bâtiment d'entreposage et le bassin pompier ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant indique que cette cuve n'existe pas mais n'est pas en capacité de justifier de son retrait ;

**CONSIDÉRANT** que le dossier de mai 2007 susvisé mentionne la présence d'une cuve aérienne de fuel domestique d'une capacité de 15 m<sup>3</sup> ;

**CONSIDÉRANT** que l'inspection des installations classées constate la présence d'une dalle béton susceptible d'avoir accueilli une cuve aérienne, à l'Ouest du bâtiment ;

**CONSIDÉRANT** que l'inspection des installations classées note l'absence d'installations de remplissage en gaz inflammables, de distribution de gasoil, d'atelier de transformation de matières plastiques et de stockage de matières plastiques ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant n'est pas en mesure de détailler les mesures prises pour assurer la mise en sécurité de ces activités lors de leur mise à l'arrêt ;

**CONSIDÉRANT** que ces activités sont susceptibles d'avoir généré des effets sur les milieux sols, eaux superficielles et eaux souterraines ;

**CONSIDÉRANT** dès lors, qu'il y a lieu de ne pas reporter la réalisation d'une évaluation de l'état des milieux à la cessation définitive de l'établissement ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient d'imposer des prescriptions complémentaires à la société BOUTET NICOLAS, sur le fondement du 3ème alinéa de l'article L. 181-14 du Code de l'environnement ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture du Finistère :

## **A R R Ê T E**

### Article 1 – Bénéficiaire

La société BOUTET NICOLAS (AIOT n° 0005503822), dont le siège social est situé Rocade Nord – 29140 ROSPORDEN, est tenue de respecter les prescriptions du présent arrêté pour ses installations situées à la même adresse. Le présent arrêté s'applique sans préjudice des actes préfectoraux antérieurs.

### Article 2 : Diagnostic environnemental

L'exploitant établit un diagnostic environnemental permettant de localiser et caractériser la (les) source(s) de pollution au droit des zones susceptibles d'être polluées par les activités mises à l'arrêt. Ce diagnostic est transmis au préfet dans un délai de six (6) mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

### Article 3 : Investigation sur les milieux

Le diagnostic environnemental prévu à l'article 2 doit comprendre des investigations sur le milieu sols, selon le plan de prélèvements joint au courriel du 7 juillet 2025 susvisé, ainsi que l'interprétation de leurs résultats.

Les paramètres recherchés sont caractéristiques des activités exercées au droit de chaque zone considérée à l'article 1 et portent à minima sur les composés organiques volatils (COV), le chlorure de vinyle et les hydrocarbures totaux C10-C40.

Les modalités de prélèvements, de transport et d'analyses des échantillons sont réalisées par un organisme compétent, conformément aux méthodes et normes en vigueur.

#### Article 4 : Plan de gestion

En fonction de l'étendue et des caractéristiques des pollutions mises en évidence par le diagnostic environnemental prévu à l'article 2, l'exploitant élabore un plan de gestion conformément à la doctrine nationale sur les sites et sols pollués mise à jour par la note du 19 avril 2017 susvisée, comportant à minima :

- la définition des mesures de gestion pour le traitement des sources de pollution et des pollutions concentrées, permettant d'assurer la compatibilité entre l'état des milieux et l'usage futur du site ;
- la description des travaux à réaliser pour mettre en œuvre les mesures de gestion et le calendrier prévisionnel associé, ainsi que les dispositions prises pour assurer la surveillance et la préservation des intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement, durant les travaux ;
- en tant que de besoin, les dispositions prévues à l'issue des travaux pour assurer la surveillance des milieux, la conservation de la mémoire et les éventuelles restrictions d'usages limitant ou interdisant certains aménagements ou constructions, ou certaines utilisations de milieux.

Le plan de gestion établi est transmis au préfet dans un délai de neuf (9) mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

#### Article 5- Information des tiers

Conformément à l'article R. 181-45 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Finistère pendant une durée minimale de quatre mois.

#### Article 6 – Délais et voies de recours

Conformément à l'article L.181-17 et R.181-50 du Code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré à la juridiction administrative :

- 1. Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

L'arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif de Rennes peut être saisi en utilisant l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site <https://www.telerecours.fr>.

L'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision. Cette notification doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

#### Article 7- Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Finistère, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et la direction de la société Boutet & Nicolas sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet,  
Le secrétaire général



François DRAPÉ

#### Destinataires :

Mairie de Roporden  
DREAL UD 29  
société BOUTET-NICOLAS